

## LAOS, DEMOS, ETHNOS : LE PEUPLE A BON DOS.

La célèbre formule d'Abraham Lincoln « *la démocratie est le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple* » a sans doute connu d'autant plus de succès qu'elle est profondément ambiguë. Qu'est-ce que « le peuple » en effet ? On peut sans doute s'inspirer de l'heureuse formule employée par Benedict Anderson<sup>1</sup> pour définir « la nation » : on peut voir le peuple comme une *communauté imaginée*. C'est une communauté, parce que chacun peut considérer qu'il en est membre ou pas et parce que l'appartenance à un peuple a des effets réels et idéels. Mais c'est une communauté *imaginée* parce que ses membres ne se connaissent pas et ne sont pas liés par des relations personnelles. Il y a toutefois deux grandes manières de définir le partage entre « le peuple » et ce qui lui est extérieur.

### Demos versus ethnos.

Dans le premier mode de partage, le « peuple » est comme la plèbe romaine, ou plus près de nous, le prolétariat au sens marxiste : il est la partie de la population qui vit de peu, voire de rien. Dans cette acception, le peuple s'oppose aux *nantis*, aux *gros*, aux *riches*. C'est le *demos* athénien. En face du peuple, il y a, selon les époques et les discours, l'aristocratie, le patriciat, la bourgeoisie, le capital... La « démocratie » ainsi entendue, peut être ainsi redéfinie comme « le pouvoir des pauvres », formule radicale mais qui redécouvre le noyau subversif de l'idée démocratique : définir un régime politique où le pouvoir politique du nombre s'impose au pouvoir de l'argent. On pourrait dire aussi : un régime qui combat l'exploitation de l'homme par l'homme (à défaut de pouvoir l'éradiquer).

Mais on peut utiliser le mot « peuple » dans un tout autre sens : un ensemble de gens qui se définissent par le rapport à un ancêtre (imaginaire) commun. Le peuple est alors *ethnos* : un groupe qui partage une histoire, une culture ou, pour reprendre la métaphore physique la plus classique, un groupe, qui partage le même « sang ». Le récit qui fonde le peuple comme « ethnos » n'est pas forcément plus « imaginé » que le récit qui fonde le peuple comme « demos ». De même qu'à l'intérieur du demos, on trouverait certainement des différences sociales importantes, l'ethnos n'existe que par la représentation qu'on s'en fait.

La confusion des deux significations est sans doute une des rhétoriques idéologiques les plus puissantes de la modernité. La première guerre mondiale, immonde boucherie s'il en fut, a dressé l'un contre l'autre « le peuple français » et le « peuple allemand » alors que, dans les tranchées, d'un côté comme de l'autre, on trouvait le même « peuple » instrumentalisé par les mêmes élites patriciennes : la logique « ethnique » a surdéterminé durant cette phase historique la logique sociale, qui n'est réapparue que fugacement lors des rares moments de fraternisation.

La manière dont on définit principalement « le peuple » détermine donc aussi la nature dont on lit les phénomènes de domination et d'inégalité au sein d'une société : la conflictualité sociale première oppose-t-elle des groupes ethnoculturels ou des groupes socio-économiques ?

### Guerre sociale ou guerre ethno-culturelle ?

Se revendiquer du « peuple de France » peut ainsi porter deux logiques politiques radicalement opposées. Dans la perspective du *demos*, il s'agit de favoriser l'égalité sociale et l'accès des plus démunis au pouvoir politique. Le peuple de France ainsi compris associe le paysan breton, l'ouvrier sidérurgiste du nord mais aussi le balayeur somalien ou le petit épicier marocain. Mais il ne comprend pas Bouygues ou Bolloré. Dans la perspective de *l'ethnos*, à l'inverse, il s'agit de pointer

---

<sup>1</sup> Benedict Anderson : *L'imaginaire national*, La découverte, 2006.

du doigt ceux dont les origines ethniques, les pratiques culturelles ou les convictions sont minoritaires et de les désigner comme « extérieurs » à la communauté. Le conflit structurant change de sens : il n'oppose plus les riches et les pauvres mais ceux « d'ici » à ceux « d'ailleurs », le string au burkini, l'Eglise à la mosquée.

Le glissement de la conflictualité sociale à la guerre culturelle n'est pas le seul fait de la France, il est le produit d'une conjoncture globale. Dans cette conjoncture globale, celle qui s'est dessinée communément en Europe et aux Etats-Unis au sortir des années 70, l'idée de « conflit social » s'est progressivement estompée du débat public au profit de la vision de destins sociaux largement individualisés et de la compétition généralisée. En France comme ailleurs, la gauche « de gouvernement » a largement soutenu cette logique et contribué à culpabiliser les « losers » de la globalisation. Et en France comme ailleurs, cette globalisation s'est largement traduite par la destruction massive de l'emploi (surtout non qualifié) et par une domination accrue du poids des patrimoines sur le travail. Comme les économistes l'ont bien montré, cette situation n'est pas plus marquée en France qu'ailleurs, les pays anglo-saxons ayant été plus loin et depuis plus longtemps dans cette voie<sup>2</sup>.

En France, comme ailleurs, des « entrepreneurs politiques » ont vu qu'il pouvait faire leur succès sur le déplacement d'objet de la rage et de l'angoisse : il fallait redessiner le peuple comme « ethnos » et redéfinir les cibles. La source de tous les maux, de Sarkozy à Le Pen, ce n'est pas la dérive du capitalisme de plus en plus dominé par ses logiques financières ; la source de tous les maux, c'est l'hétérogénéité ethnique. La guerre n'est plus sociale mais ethnico-culturelle : ce qui est menacée, ce n'est plus la cohésion sociale mais l'identité nationale.

La recherche d'un bouc émissaire ethnique ou culturel n'a donc rien de spécifiquement français. Mais pourquoi y prend-elle cette « connotation » particulière ? Pourquoi cette focalisation sur la religion (qui n'est pas du tout équivalente aux Etats-Unis) et pourquoi cette obsession omniprésente non seulement de la religion, mais de ses signes extérieurs de visibilité ? Pourquoi la panique morale autour du voile, du niqab ou du burkini ? Pourquoi l'hystérisation permanente de toute manifestation de la présence de l'islam dans la société ?

Ce qui est propre à la France, ce n'est pas la réaction raciste au retour des inégalités sociales massives : cette réaction s'observe dans toute l'aire euro-américaine. Ce qui est spécifiquement français, c'est cette obsession de ce qui est « montré » (ou voilé) et le dégoût presque panique des « signes ostensibles ». C'est cet envahissement par le « racisme mesquin », comme on parlait, en Afrique du Sud du « petty apartheid ».

On ne peut pas dire que la France soit, intrinsèquement, plus touchée par le racisme que les Etats-Unis (voir la violence policière endémique contre les noirs)<sup>3</sup> ou l'Allemagne (voir Pegida et l'AfD) mais le racisme s'y exprime autrement. On doit, certes, faire une place au « refoulé » de la sanglante guerre d'Algérie. Sûrement ce facteur joue-t-il un rôle majeur.

Mais il y a une chose qu'il ne peut expliquer : pourquoi cette obsession du visible se répand-elle presque mimétiquement (avec des nuances) dans les entités francophones « périphériques » (Belgique francophone, Suisse romande, Québec)<sup>4</sup> qui n'ont joué aucun rôle dans la colonisation de

<sup>2</sup> Thomas Piketty : *Le capital au 21<sup>ème</sup> siècle*, Le Seuil 2013 ; Wolfgang Streeck : *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, 2014

<sup>3</sup> Ta Nehisi Coates : *Une colère noire. Lettre à mon fils*

<sup>4</sup> Voir en particulier le débat au Québec le débat sur la « charte des valeurs et de la laïcité » autour des élections de 2014 et l'impressionnante défaite du Parti Québécois qui a suivi.

l'Algérie (ni, un demi-siècle plus tôt, dans la conquête de l'Égypte par Bonaparte) ? On voudrait avancer l'hypothèse que cette hystérie à l'égard de ce qui est montré ou caché trouve aussi des racines idéologiques plus lointaines.

### **Le laos : un « ethnos » universel ?**

La Révolution française contribua fortement au succès de l'idée de « nation » mais en lui donnant d'emblée une coloration bien particulière : la nation française se voulait « universelle ». C'est-à-dire, précisément, non pas fondée sur un « ethnos », mais sur des principes qu'elle avait vocation à étendre au monde : la république et les droits de l'homme. Sa devise *liberté, égalité, fraternité* n'exprime pas « l'âme d'un peuple » particulier mais un projet politique destiné à s'étendre à l'Europe et au monde. L'Empire napoléonien poursuivra d'une certaine façon ce projet en y trouvant la justification idéologique de son entreprise de conquête<sup>5</sup>.

Se voulant universelle, la république française se voulait donc aussi « aveugle aux différences », c'est-à-dire aveugle aux identités particulières qui pouvaient s'interposer entre le peuple et l'Etat. On se souviendra de la célèbre phrase de Clermont-Tonnerre « *Il faut tout refuser aux Juifs comme Nation et tout accorder aux juifs comme individus* ». Mais quel est ce peuple qui a vocation à représenter l'universel : le démos ? l'ethnos ? Non, autre chose encore : le « laos ».

Le laos, c'est ce peuple formellement indifférencié, dont toute l'identité collective est absorbée par la « Nation », elle-même entreprise universelle de définition de la « communauté des citoyens ». Cette idée du « laos », communauté abstraite et à vocation universelle est historiquement clairement progressiste : les peuples ne sont pas des groupes clos définis par leur histoire et enfermés en elle, et la République est tournée vers le cosmopolitisme.

La France est donc ouverte au monde, mieux, dans cette conception, elle est potentiellement le monde. On peut comprendre dès lors que la République sera d'emblée plus que méfiante à l'égard des religions : les religions peuvent concurrencer la République en définissant en son sein des communautés particulières de citoyens. Or, précisément, la République n'admet pas de concurrent, faute de quoi son universalité disparaîtrait.

Mais comme l'a bien montré, par exemple, quelqu'un comme Cécile Laborde<sup>6</sup>, cet aveuglement ne *fait pas disparaître* les différences : il refuse simplement de les voir. Les différences, non seulement continuent à exister mais elles produisent des effets, parfois massifs, de ségrégation. Le dogme républicain peut continuer à proclamer par exemple, « qu'il n'y a pas de noirs ou de blancs », la réalité sociale *trie* et le statut social moyen des noirs n'est pas du tout équivalent à celui des blancs dans la France d'aujourd'hui.

Le « laos » telle que le voit la République est donc une fiction. La disparition des identités particulières est un *idéal* (très discutable au demeurant) mais cet « idéal » n'est nulle part réalisé. De la même façon, la phrase de Clermont-Tonnerre sur les juifs (l'idéal) se verra durement contredite cent ans plus tard par la réalité de l'Affaire Dreyfus. La République peut prétendre qu'elle ne « voit » pas les juifs mais, dans la réalité sociale, ils sont bien traités différemment des autres, et la deuxième guerre mondiale en fera douloureusement la démonstration : l'anti-sémitisme français, cent cinquante ans après la Révolution, n'a absolument pas disparu.

<sup>5</sup> D'où l'ambiguïté, parfois, des peuples conquis, tout à la fois subissant le joug français mais voyant dans l'idéologie républicaine l'outil de leur propre émancipation.

<sup>6</sup> Cécile Laborde : *Critical republicanism. The Hijab Controversy and Political Philosophy*, Oxford UP, 2008

La République issue de la révolution française n'est donc universelle que dans son projet et pas dans la réalité. Mais cela induit un rapport au racisme profondément différent. Alors que dans les pays anglo-saxons ou germanique, le racisme est tout aussi présent, l'obsession « d'effacer la différence » ne l'est pas ou, à tout le moins, elle n'est pas du tout aussi centrale.

Précisément, « effacer la différence » c'est ce à quoi ne se résignent plus les minorités racisées. Voyant que la République n'est nullement « aveugle » à ces différences dans la pratique, ces minorités, comme c'est le cas dans les autres pays occidentaux, *retournent le stigmat* et revendiquent précisément leur visibilité, ce qui, pour l'idéologie républicaine est l'injure suprême : c'est la preuve que, deux cent trente ans après la Révolution française, l'idéal républicain reste un pur idéal, et toujours pas une réalité.

La réponse de la République, c'est, d'une certaine façon, également un retournement de son idéal : tout en se proclamant universelle, elle accentue l'importance de ses dimensions *identitaires* y compris dans ce qu'elles ont de plus anecdotique et de moins universel (ce qu'on mange, ce qu'on boit, comment on s'habille....)

### ***Le véritable effacement : gauche et droite***

A partir de ce syndrome, il s'opère tout de même un effacement : en France, et dans le monde francophone, l'exigence « d'invisibilité » des minorités est partagée aussi bien à gauche qu'à droite du spectre politique. Cette exigence, conçue d'abord pour rendre invisibles les différences religieuses passe en effet toujours, auprès d'une partie importante de la gauche politique, syndicale, et parfois associative, pour une revendication *progressiste* : la laïcité. C'est pourquoi on voit parfois, par exemple, les municipalités de gauche rivaliser avec celles de droite pour en rajouter dans ce qu'on a appelé le « racisme mesquin ». Certes, il y a là derrière beaucoup d'opportunisme politique et les mêmes dérives s'observent, à gauche, ailleurs que dans la francophonie.

Mais le résultat français est particulièrement lourd de conséquences : il prive une partie des populations les plus fragiles de leurs défenseurs naturels, les progressistes. On peut d'ailleurs se demander si on peut encore appeler « progressistes » ceux qui sont prêts à écarter du marché de l'emploi les jeunes femmes voilées ou qui demandent à leur police de verbaliser les femmes musulmanes qui ne souhaitent pas se baigner en « string ».

Si le « virage à droite » de la classe politique et de l'opinion en général est lui aussi présent dans une grande partie du monde occidental (avec des exceptions), il reste que, dans la plupart des autres pays, c'est à *gauche* que l'on résiste à cette « exigence d'invisibilité ». Dans le monde francophone, s'agissant en particulier de la visibilité des musulmans, la divergence entre la gauche et la droite s'efface.

Au bout du compte, ce qui devient invisible, c'est la gauche française.

**Marc Jacquemain**